

Léon Trotsky :

Le conseil des députés ouvriers et la révolution

Texte inédit en français, traduit de l'allemand à partir d'un article publié dans la *Neue Zeit* en 1907, version française de Gérard Billy. A noter que l'ensemble de ce texte a été repris et augmenté par Trotsky, dans la conclusion de son ouvrage « 1905 ».

1

L'histoire du conseil des députés ouvriers de Saint-Petersbourg est l'histoire de cinquante journées. C'est le 13 octobre 1905 que se tint la séance où le conseil fut fondé. C'est le 3 décembre que l'assemblée fut dispersée par les troupes gouvernementales.

Comment se fait-il qu'il ait réussi en si peu de temps à prendre non seulement dans l'histoire du prolétariat russe, mais aussi de la révolution russe, une place que personne ne songe à contester ?

Le conseil organisait les masses, dirigeait les grèves politiques et les manifestations, armait les ouvriers...

Mais d'autres organisations révolutionnaires l'avaient déjà fait avant lui, le faisaient en même temps que lui et continuèrent à le faire après sa dissolution. La différence, c'est qu'il était, ou du moins aspirait à devenir, un *organe de pouvoir*. Si le prolétariat, tout comme la presse réactionnaire, appelait le conseil « le gouvernement ouvrier », dans les faits, le conseil représentait réellement un embryon de *gouvernement révolutionnaire*. Le conseil réalisait le pouvoir dans la mesure où il se trouvait déjà dans ses mains; il luttait directement pour le pouvoir dans la mesure où il se concentrait encore dans les mains de l'Etat militaro-policié. Avant le conseil, il y avait déjà au sein du prolétariat industriel des organisations révolutionnaires, la plupart des organisations social-démocrates. Mais c'était des organisations évoluant *au sein* du prolétariat; leur lutte avait pour but immédiat de conquérir une *influence sur les masses*. Le conseil, lui, est l'organisation du prolétariat son but — c'est la lutte *pour le pouvoir révolutionnaire*.

Mais, simultanément, le conseil était et demeurait l'expression organisée de la volonté de classe du prolétariat. Dans la lutte pour le pouvoir, il appliquait les méthodes que tout naturellement impliquait le fait que le prolétariat est une classe : son rôle dans la production, son nombre, son homogénéité sociale. Plus : il liait la lutte pour le pouvoir à la direction immédiate de toute l'activité sociale autonome des masses ouvrières; souvent même il se chargea de régler des conflits entre des représentants individuels du capital et le travail.

Si le conseil a conduit à la victoire diverses grèves, s'il a réglé avec succès divers conflits entre ouvriers et patrons, ce n'est absolument pas qu'il existât tout exprès dans ce but au contraire, là où existait un syndicat puissant, celui-ci se montra bien plus à même que le conseil de diriger la lutte syndicale; l'intervention du conseil n'avait du poids qu'en raison de l'autorité universelle dont il jouissait. Et cette autorité était due au fait qu'il accomplissait ses tâches fondamentales, les tâches de la révolution, qui allaient bien au-delà des limites de chaque métier et de chaque ville et assignaient au prolétariat comme classe une place dans les premiers rangs des combattants.

L'instrument principal du conseil a été la grève politique de masse. La vertu d'une grève de ce type est de *désorganiser le pouvoir d'Etat*. Et plus l'« anarchie » qui en résulte est grande, plus la grève approche son but. Mais cela n'est exact que *si ce n'est pas par des moyens anarchistes qu'on arrive à cette anarchie*. La classe qui jour après jour met en oeuvre l'appareil de production et simultanément celui du pouvoir, la classe qui, en cessant le travail en bloc, paralyse non seulement l'industrie mais aussi toute la machine étatique, doit être *suffisamment organisée* pour ne pas être la première victime de l'anarchie qu'elle a créée. Plus la grève suspend l'organisation d'Etat existante sur une large échelle, plus l'organisation de la grève doit assumer les fonctions de l'Etat.

Le conseil des députés ouvriers a réalisé la liberté de la presse. Il a organisé des patrouilles de rue pour garantir la sécurité des citoyens. Il s'est plus ou moins rendu maître de la poste, du télégraphe et des chemins de fer. Il a tenté d'instaurer la journée de travail de huit heures obligatoire. En paralysant par le mouvement gréviste l'Etat absolutiste, il introduit son propre ordre démocratique dans la vie des classes laborieuses des villes.

2

Après le 9 janvier 1905, la révolution montra qu'elle dominait dans *la tête* des masses ouvrières. Le 14 juin, elle montra par la révolte du cuirassé « Potemkin Tavritchesky » qu'elle pouvait devenir *une force matérielle*. La grève d'octobre montra qu'elle pouvait *désorganiser*, paralyser l'ennemi et lui faire plier le genou. Enfin, en faisant naître partout les conseils ouvriers, la révolution montra qu'elle était capable de créer une forme de pouvoir. Or, un pouvoir révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur une force révolutionnaire active. Le déroulement de la révolution russe le montre : aucune classe sociale en dehors du prolétariat n'est susceptible et n'est prête à appuyer le pouvoir révolutionnaire. Le premier acte de la révolution a été le combat de rue opposant le *prolétariat* à la monarchie; la première victoire sérieuse de la révolution a été obtenue par un véritable *instrument de classe du prolétariat*, la grève politique; enfin, le premier organe embryonnaire du pouvoir révolutionnaire est un organe de *représentation du prolétariat*. Le conseil, c'est dans l'histoire russe moderne la première forme de pouvoir démocratique. Le conseil est le pouvoir organisé de la masse elle-même sur chacune de ses parties. C'est la vraie démocratie non trafiquée, sans deux chambres, sans bureaucratie professionnelle, avec le droit pour les électeurs de révoquer leur représentant quand ils le veulent. Par ses membres, par des députés ouvriers élus, le conseil dirige sans intermédiaires toutes les

manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble, et de ses différents groupements, il organise ses actions de masse, il lui donne ses mots d'ordre et son drapeau. Cette direction organisée des masses autonomes a vu pour la première fois le jour sur le sol russe.

L'*absolutisme* dominait les masses sans les diriger. Il créait de façon mécanique des cadres extérieurs pour l'activité des masses, dans lesquels il faisait rentrer par la contrainte les éléments agités de la nation. La seule masse que dirigeât l'absolutisme était l'armée. Mais, là aussi, diriger n'était pas autre chose que commander. En brassant les éléments qui composaient l'armée, l'absolutisme anéantissait en eux tout lien moral; il lui substituait l'identité des conditions physiques et soumettait leur volonté à l'hypnose abrutissante de la caserne. A l'heure actuelle, même la direction de cette masse atomisée et hypnotisée échappe de plus en plus à l'absolutisme.

Le *libéralisme*, pour sa part, n'avait pas chez nous suffisamment de force pour donner des ordres aux masses, et il lui manquait l'initiative nécessaire pour les guider. Face à l'apparition publique des masses, même dans les cas où elle le renforçait directement, il réagissait comme face à un phénomène naturel lourd de dangers, un tremblement de terre ou l'éruption d'un volcan.

Le *prolétariat* s'engagea sur le terrain de la révolution en masse autonome, dans une indépendance politique totale vis-à-vis du libéralisme bourgeois.

Le conseil était l'organisation de classe des ouvriers — et c'était là la source de sa puissance dans la lutte. Il périt dans la première période de son existence et il ne pouvait en être autrement, non pas que la confiance des masses urbaines lui fit défaut, mais parce que de façon générale la révolution dans les villes a des limites étroites; les raisons de sa perte furent la passivité des villages et l'inertie des éléments villageois dans l'armée. Sa position politique dans la population urbaine était aussi forte qu'on peut le souhaiter.

Le recensement de 1897 dénombrait à Saint-Petersbourg environ 820 000 personnes « actives », dont 433 000 ouvriers et domestiques; la population prolétarienne de la résidence atteint par conséquent les 53 %. Si nous incluons les personnes non actives, nous arrivons à un chiffre un peu inférieur (50,8 %), les prolétaires n'ayant pour la plupart pas de famille. Dans tous les cas, le prolétariat constitue plus de la moitié de la population pétersbourgeoise.

Le conseil des députés ouvriers n'était pas le représentant officiel du demi-million de personnes que comptait presque la population ouvrière de la capitale. Il en unissait dans son organisation environ 200 000, pour la plupart des ouvriers d'usine, et si son influence politique, directe et indirecte, touchait un vaste milieu, de très importantes couches du prolétariat (ouvriers du bâtiment, domestiques, journaliers, charretiers) n'étaient néanmoins presque pas ou pas du tout touchées par lui.

Il n'y a pourtant pas le moindre doute que le conseil exprimait les intérêts de cette masse prolétarienne *dans son ensemble*. Si, dans les fabriques, il existait aussi des éléments réactionnaires, tout le monde voyait leur nombre fondre non seulement de jour en jour, mais d'heure en heure. Dans les masses prolétariennes de Saint-Petersbourg, il ne pouvait y avoir que des amis et pas d'ennemis de la domination politique du conseil. La seule exception étaient les domestiques privilégiés, les laquais des laquais chargés de dignités de la haute bureaucratie, les cochers des ministres, des spéculateurs en Bourse et des cocottes — tous ces conservateurs et monarchistes de profession.

Dans l'intelligentsia, si nombreuse à Saint-Petersbourg, le conseil avait plus d'amis que d'ennemis. Des milliers d'étudiants reconnaissaient la direction politique du conseil et soutenaient ses initiatives.

L'intelligentsia diplômée et salariée était entièrement de son côté, sauf les éléments irrémédiablement tombés dans l'inertie. Le soutien énergique accordé à la grève des postes et du télégraphe attira également l'attention des couches inférieures des fonctionnaires sur le conseil. Tout ce qui dans la ville était asservi, honnête, animé de quelque vie, se sentait, instinctivement ou consciemment, attiré vers le conseil.

Qui était contre lui ? Les représentants du brigandage capitaliste, les spéculateurs en Bourse qui spéculent sur la hausse, les patrons, les négociants et les exportateurs à qui la grève infligeait des pertes, les fournisseurs de la pègre dorée, la bande du conseil municipal pétersbourgeois, ce syndicat de propriétaires immobiliers, la haute bureaucratie, les cocottes qui émargent au budget de l'Etat, les dignitaires, ces hommes publics grassement payés, les partisans des « *Nowoje Vremja* », le département des détectives, tout ce qu'il y avait de rapace, de grossier, de débauché et de condamné à périr. Entre l'armée du conseil et ses ennemis, il y avait les éléments politiquement indifférents, hésitants ou peu sûrs. Les groupes les plus arriérés de la petite bourgeoisie, qui étaient encore demeurés en dehors de la politique, n'eurent pas le temps d'étudier suffisamment le conseil et de s'intéresser à lui. Mais, de par la nature de leurs propres intérêts, ils étaient plus proches du conseil que de l'ancien pouvoir.

Les politiciens professionnels des milieux de l'intelligentsia, les journalistes radicaux qui ne savent pas ce qu'ils veulent, les démocrates rongés de scepticisme, émettaient des grognements condescendants à l'adresse du conseil, comptaient ses erreurs sur leurs doigts, et, de façon générale, donnaient à entendre qu'au cas où eux auraient été à la tête de cette institution, ils auraient fait le bonheur éternel du prolétariat. On peut considérer que l'impuissance totale de ces messieurs les excuse.

Dans tous les cas, le conseil était effectivement l'organe de la majorité significative de la population. Ses ennemis au sein de la population de la capitale n'auraient pas représenté de danger pour sa domination politique s'ils n'avaient trouvé un protecteur en l'absolutisme encore bien vivant qui s'appuyait de son côté sur les éléments arriérés de l'armée paysanne. *La faiblesse du conseil n'était pas sa faiblesse à lui, mais celle d'une révolution purement urbaine.* Ces cinquante jours ont été pour la révolution la période de sa plus grande puissance. Le conseil a été son organe dans la lutte pour ce pouvoir. Le caractère de classe du conseil a été déterminé par la rigoureuse division en classes de la population urbaine et la profonde antinomie politique entre le prolétariat et la bourgeoisie capitaliste — même dans le cadre historiquement limité de la lutte avec l'absolutisme. Après la grève d'octobre, la bourgeoisie capitaliste a freiné ouvertement et consciemment la révolution, la petite bourgeoisie s'est révélée être trop insignifiante pour jouer

un rôle autonome, c'est le prolétariat qui a été le chef incontestable de la révolution urbaine, c'est son organisation de classe qui a été son organe dans la lutte pour le pouvoir.

3

Plus le gouvernement était démoralisé, plus le conseil était fort. Plus, à côté de lui, l'ancien pouvoir d'Etat perdait la tête et ses moyens, plus le conseil attirait la sympathie des masses non prolétariennes.

La grève politique de masse (générale) était l'instrument principal dont disposait le conseil. Unissant tous les groupes du prolétariat par un lien révolutionnaire direct et entretenant l'énergie des ouvriers de chaque entreprise grâce à l'autorité et à la force de la classe, il avait la possibilité de suspendre toute la vie économique du pays. Donc, les moyens de production et de transport avaient beau demeurer comme auparavant propriété privée des capitalistes et en partie de l'Etat, la puissance étatique avait beau demeurer entre les mains de la bureaucratie, c'était le conseil qui disposait des moyens de production et de transport nationaux, du moins dans la mesure où il s'agissait d'arrêter la vie économique et politique régulière. Et c'est précisément sa capacité, montrée dans les faits, à organiser la vie économique et à porter l'anarchie dans la vie officielle de l'Etat, qui faisait du conseil ce qu'il était. Dans ces conditions, cela aurait été la plus désespérée des utopies que de chercher un moyen de faire coexister le conseil et le vieux gouvernement. Et pourtant, si l'on veut résumer le fond véritable de toutes les objections qui ont été soulevées contre la tactique du conseil, on s'aperçoit qu'elles partent toutes de cette idée fantastique : après octobre, en s'appuyant sur les conquêtes arrachées à l'absolutisme, le conseil aurait dû se préoccuper d'organiser les masses, s'abstenir de toutes autres initiatives agressives.

Or, en quoi consistait cette victoire d'octobre ?

Bien que le prolétariat ait le droit d'inscrire à son compte historique la victoire entière, cela n'a pas empêché son parti d'apprécier en toute lucidité les résultats obtenus.

Il ne fait aucun doute qu'à la suite de l'assaut d'octobre, l'absolutisme abandonne la partie. Mais il n'avait pas à proprement parler perdu la bataille, il avait évité l'affrontement. Il ne fit aucune tentative sérieuse pour opposer son armée paysanne aux villes en rébellion. Bien entendu, il ne s'en abstint pas pour des raisons humanitaires, mais parce qu'il avait perdu tout courage et toute maîtrise de soi. Les éléments libéraux de la bureaucratie, qui attendaient tranquillement leur tour, eurent le dessus, et au moment où la grève déjà refluit, ils publièrent le manifeste du 17 octobre, l'abdication de principe de l'absolutisme. Mais toute l'organisation matérielle du pouvoir, la hiérarchie des fonctionnaires, la police, la justice, l'armée, restait comme auparavant propriété indivisée de la monarchie. Quelle tactique le conseil pouvait-il et devait-il suivre dans ces conditions ?

Il puisait sa force dans le fait qu'en s'appuyant sur le prolétariat productif il pouvait priver l'absolutisme de la possibilité d'utiliser l'appareil matériel du pouvoir. De ce point de vue, l'activité du conseil signifiait l'organisation de l'« anarchie ». S'il continuait à exister et à se développer, cela signifiait le renforcement de l'« anarchie ». Une coexistence permanente était impossible. Le conflit à venir était déjà inscrit dans la demi-victoire d'octobre, qui en était la base matérielle.

Que restait-il donc à faire au conseil ? Devait-il feindre de ne pas prévoir l'inéluctabilité du conflit ? Devait-il se donner l'apparence d'avoir organisé les masses pour les joies d'un régime constitutionnel ? Qui aurait cru cela de lui ? Bien entendu, ni l'absolutisme ni les masses ouvrières !

Plus tard, l'exemple de la douma nous a montré quel piètre secours représentait dans la lutte contre l'absolutisme une correction superficielle, une forme creuse de loyauté. Pour s'adonner à une tactique d'hypocrisie constitutionnelle, il aurait fallu que le conseil fût fait d'une autre pâte. Et, même dans ce dernier cas, à quel résultat serait-il arrivé ? Seulement celui auquel parvint plus tard la douma. Le conseil ne pouvait rien faire d'autre que de reconnaître qu'un conflit ouvert était inévitable à court terme, et il ne disposait d'aucune autre tactique que de se préparer à l'insurrection.

Et en quoi pouvaient consister ces préparatifs, sinon à développer et consolider les propriétés du conseil qui lui donnaient la possibilité de paralyser le pouvoir d'Etat et faisaient sa force ? Evidemment, les efforts, inscrits dans sa nature, que le conseil déployait pour consolider et développer ces propriétés, accéléraient inévitablement le conflit.

Le conseil se soucia — et ce de plus en plus — d'étendre son influence sur l'armée et la paysannerie. En novembre, le conseil appela les ouvriers à montrer activement leur solidarité fraternelle avec l'armée en train de sortir de sa léthargie. Ne pas le faire, c'était ne pas se soucier d'accroître ses forces. Le faire correctement, c'était aller au-devant du conflit.

Y aurait-il eu d'aventure une troisième voie ? Le conseil aurait-il par hasard dû faire appel à la prétendue « raison d'Etat » du gouvernement ? Aurait-il pu, aurait-il dû repérer la frontière qui sépare les droits du peuple des privilèges de la monarchie et faire halte à cette limite sacrée ? Mais qui se serait porté garant que la monarchie ne franchirait pas cette limite ? Qui se serait chargé de préparer la paix, ou au moins un armistice provisoire, entre les deux adversaires ? Le libéralisme ? L'une de ses députations proposa le 18 octobre au comte Witte, comme signe de réconciliation avec le peuple, de retirer les troupes de la résidence.

« Il vaut mieux rester sans électricité et sans eau que sans troupes », répondit le ministre.

De toute évidence, le gouvernement ne pensait pas du tout à désarmer. Quelles possibilités avait donc le conseil ? Ou bien s'écarter et remettre l'affaire entre les mains de la chambre conciliatrice, de la future douma d'Empire — ce que souhaitait à vrai dire également le libéralisme. Ou bien se préparer à défendre les armes à la main tout ce qui avait été conquis en octobre et, si possible, à organiser d'autres assauts. Nous savons certes maintenant à satiété que la chambre conciliatrice est devenue l'arène d'un nouveau conflit révolutionnaire. Par conséquent, le rôle objectif joué par la douma ne fit que confirmer la justesse de l'hypothèse de laquelle le prolétariat avait déduit sa tactique. Mais il n'est pas même nécessaire d'aller si loin. On peut poser la question : qu'est-ce qui pouvait et devait garantir la réunion

de cette « chambre conciliatrice » à qui il n'était donné de concilier personne ? Toujours la même raison d'Etat de la monarchie ? Ou bien une promesse solennelle de sa part ? Ou bien la parole d'honneur du comte Witte ? Ou bien les pèlerinages des états ruraux à Peterhof par la porte de service ? Ou bien les mises en garde de Mendelssohn ? Ou bien enfin le fameux « cours naturel des choses » sur lequel le libéralisme se décharge de tous les problèmes dès que l'histoire lui confie leur solution à lui, à son initiative, à son énergie, à sa raison.

④

Si l'on reconnaît — et il est impossible de ne pas le reconnaître — qu'après la demi-victoire d'octobre les choses se présentaient comme nous venons de le dire, il reste encore à se demander si le conseil se prépara comme il le fallait à ce conflit inévitable. La presse bourgeoise-démocratique a lancé à ce sujet diverses accusations qui ont malheureusement trouvé aussi quelque écho dans la presse du parti.

A les en croire, la faute principale du conseil et des partis révolutionnaires a consisté à faire trop d'agitation et trop peu de travail d'organisation; et c'est pourquoi l'assaut contre-révolutionnaire ne fut pas repoussé avec suffisamment de force. Pour nous, nous avons du mal à saisir quel type d'organisation ces accusateurs ont en tête.

L'organisation du conseil n'unissait pas moins de 200 000 ouvriers. Toutes les usines avaient leur centre directeur : le collège des députés de l'usine, tous les arrondissements le leur : l'assemblée d'arrondissement des députés, et finalement l'ensemble du prolétariat pétersbourgeois le sien : le conseil; c'était une organisation vaste, libre, influente, capable d'initiative. Simultanément se déployait une intense activité pour fonder des syndicats; ceux-ci aspiraient vivement à s'unir; ils avaient un organe : le bureau central des syndicats; d'une représentation des diverses entreprises, le conseil lui-même se changeait en représentation des organisations de métiers; dans sa dernière période d'existence seize syndicats y étaient représentés.

Naturellement, on peut reprocher au conseil d'avoir organisé seulement 200 000 et non pas 400 à 500 000 ouvriers. On peut reprocher au conseil et à la social-démocratie de n'avoir organisé que seize syndicats, et non pas trente ou quarante, de ne pas avoir organisé l'ensemble du prolétariat dans ces unions. Mais il faut quand même ne pas perdre de vue que, pour tout ce travail, l'histoire n'a accordé que *cinquante jours* ! La social-démocratie a beaucoup fait, elle ne pouvait faire de miracles.

Et le travail d'organisation interne du parti lui-même était-il sur la bonne voie ? N'a-t-il pas laissé passer ces cinquante jours sans en profiter ? Dans la mesure où la tâche était d'armer dans les plus brefs délais des centaines de milliers d'ouvriers, le parti ne pouvait rien faire de mieux que d'utiliser toutes ses forces pour l'organisation et la consolidation du conseil. En fin de compte, le conseil est intégralement *son* travail. En ce qui concerne sa propre organisation, deux voies s'ouvraient au parti la voie conspirative et la voie ouverte. Dans nos rangs, aucun individu doué d'un peu de jugeote ne doutait que l'assaut de la contre-révolution contre les organisations révolutionnaires ouvertes ne fût inévitable. Pourtant, cela aurait été une stupidité complète, dans cette période où la vie politique des masses était intense et ouverte, de diriger toute l'organisation du parti dans la clandestinité. Pour que le travail d'agitation fût couronné du succès, il était indispensable de faire apparaître publiquement le parti au moyen des sections et des clubs sociaux-démocrates. Mais il va de soi que ces organisations subirent en décembre le même sort que le conseil des députés ouvriers, la fédération paysanne et toutes les autres unions syndicales, la fédération des cheminots, des postes et des télégraphes à leur tête. Décembre résulte d'octobre comme la conclusion de l'hypothèse. L'issue de décembre s'explique tout naturellement par le fait qu'à ce moment donné du développement révolutionnaire la réaction a été mécaniquement plus forte que la révolution. Certes, le libéralisme estime qu'il convient dans toutes les circonstances de suppléer au défaut de forces par la rapidité des pieds. Pour lui, la tactique réellement courageuse, mûre, réfléchie et adaptée est la désertion au moment décisif. C'est qu'il a l'immense avantage d'avoir les pieds légers, n'étant encombré ni par la confiance de la masse ni par les responsabilités vis-à-vis d'elle. Mais, si la social-démocratie ou le conseil avaient, en décembre, cédé sans lutter, ils auraient vidé de leur sens non seulement la manifestation de novembre, mais encore les efforts accomplis et la victoire remportée en octobre. Cela aurait été, ajoutée à la défaite matérielle qui résultait des rapports de forces, la défaite morale qui aurait résulté de la trahison qu'était la désertion.

Nous avons dit que décembre a été la conséquence directe et inévitable d'octobre. De ce point de vue, les divergences d'opinion dans l'appréciation de la grève de novembre et de la lutte pour la journée de huit heures prennent une importance secondaire. La lutte pour la journée de huit heures suscite actuellement, lorsqu'on apprécie rétrospectivement l'activité du conseil, un certain nombre d'opinions divergentes. Ce n'est pas le cas pour la grève de novembre, mais quelques sociaux-démocrates influents ont mis en doute son opportunité. Pour notre part, nous affirmons la chose suivante : si la grève de novembre a été une faute, si l'instauration par la force de la journée de huit heures en a été une magistrale — ce qui n'est absolument pas notre avis —, ces deux fautes sont d'importance mineure; elles n'ont pas modifié la situation politique; ce ne sont pas ces deux « fautes » qui ont fait naître l'opposition entre le pouvoir qui s'appuie sur les soldats et celui qui s'appuie sur les ouvriers. Avec ou sans fautes, le conflit de décembre était inscrit dans cette situation contradictoire. La défaite de décembre était inscrite dans les rapports de forces. Au sud, dans les pays baltes, dans le Caucase, il n'y a eu ni grève de novembre ni instauration par la force de la journée de huit heures. Et pourtant les choses se passèrent de la même façon partout il y a eu en décembre conflit et défaite.

⑤

Puisque les raisons de la défaite de décembre ne sont pas à rechercher dans la tactique suivie, peut-être les trouvera-t-on dans la *composition* du conseil ? On a dit que le péché originel du conseil était son caractère de classe. Pour devenir l'organe de la révolution nationale, explique-t-on, il fallait que le conseil élargisse son cadre; il fallait que

les représentants de *toutes* les couches de la population y eussent leur place. Cela aurait affermi l'influence du conseil et renforcé son pouvoir.

En est-il ainsi ?

La force du conseil venait du rôle joué par le prolétariat dans l'économie capitaliste. La tâche du conseil n'était pas de se transformer en une parodie de Parlement, mais de créer les conditions du parlementarisme; ce n'était pas d'organiser la représentation égale des intérêts de différents groupes sociaux, mais d'unifier la lutte révolutionnaire du prolétariat. L'arme principale du conseil était la grève politique de masse, une méthode qui n'appartient qu'à la classe des ouvriers salariés, au prolétariat. L'unité de classe éliminait dans le conseil les frictions internes et le rendait capable d'initiative révolutionnaire.

De quelle façon pouvait-on élargir la composition du conseil ? On aurait pu admettre des représentants des professions libérales; même s'ils n'avaient rien apporté au conseil, nous pouvons supposer qu'ils ne l'auraient pas non plus trop encombré. Inutile d'ajouter qu'ils n'auraient rien changé à la physionomie de classe du conseil.

Quels autres groupes de la société auraient pu être représentés ? le congrès des *zemstvos* ? Le commerce et l'industrie ?

Le congrès des *zemstvos* siégeait à Moscou en novembre il délibérait sur la question des négociations avec le ministère du comte Witte, mais il ne lui vint même pas à l'esprit de soulever le problème des négociations avec le conseil ouvrier.

Au cours des séances du congrès éclata l'insurrection de Sébastopol. Cela rejeta aussitôt les représentants des *zemstvos* à droite, si bien que Milioukov dut rassurer le congrès avec un discours qui disait en substance que, Dieu merci, l'insurrection était déjà écrasée. De quelle façon aurait-on pu amener à une action révolutionnaire commune ces messieurs et les députés ouvriers qui saluèrent les insurgés de Sébastopol ? L'un des dogmes mi-sincères, mi-hypocrites du libéralisme est l'exigence que l'armée reste en dehors de la politique. Le conseil, lui, déploya une immense énergie pour amener l'armée à la politique révolutionnaire. Sur la base de quel programme pouvait-on dans ce domaine imaginer une coopération ? Qu'est-ce que ces messieurs auraient pu apporter à l'activité du conseil, mis à part une opposition systématique, des débats sans fin et la démoralisation interne ? Qu'auraient-ils pu nous donner, à part des avertissements et des conseils dont il y avait déjà suffisamment dans la presse libérale ? Il est bien possible que les cadets et les octobristes aient eu à leur disposition la vraie « raison d'Etat »; cela n'empêche que le conseil ne pouvait pas se transformer en un club de polémiques politiques et d'éducation mutuelle — il fallait qu'il soit un organe de *lutte*, et il le resta.

Alors que, pour le conseil, la grève générale et elle seule était la condition préalable de l'insurrection, où les éléments non prolétariens pouvaient trouver leur place à côté des ouvriers; alors que le conseil demandait à tous les groupes révolutionnaires de préparer la grève directement et immédiatement avec lui, le libéralisme bourgeois voyait dans la grève politique, à laquelle par nature il ne pouvait prendre de part active, une méthode de lutte ayant perdu toute efficacité et exigeait la part du lion dans la direction d'une lutte dont le prolétariat devait supporter tout le poids.

Qu'est-ce que les représentants du libéralisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise pouvaient ajouter à la puissance du conseil ? Comment auraient-ils pu enrichir ses méthodes de lutte ? Il suffit de se rappeler le rôle qu'ils ont joué en octobre, en novembre, en décembre, il suffit de se souvenir de la résistance que ces éléments ont pu opposer à la dissolution de leur douma, pour comprendre que le conseil pouvait et devait rester une organisation de classe, c'est-à-dire une organisation de lutte. Des députés bourgeois pouvaient augmenter son importance *numérique*, mais ils étaient absolument incapables d'augmenter sa *puissance*.

6

La tâche centrale de la révolution est la lutte pour le pouvoir. Ces cinquante journées et leur conclusion sanglante n'ont pas seulement montré que la Russie des villes était une base trop étroite pour cette lutte, mais aussi que, dans les limites de la révolution urbaine, une organisation locale ne peut assumer la direction du prolétariat. La lutte du prolétariat au nom de tâches *nationales* exigeait une *organisation de classe d'envergure nationale*. Le conseil de Pétersbourg était une organisation locale. Mais le besoin d'une organisation centrale était tel que, bon gré mal gré, il dut en assumer les fonctions. Il fit de ce point de vue tout ce qu'il put, mais il resta cependant avant tout le conseil des députés de *Pétersbourg*. Déjà à l'époque du premier conseil apparut nettement et avec force la nécessité d'un congrès ouvrier panrusse, qui aurait inmanquablement entraîné la fondation d'un organe dirigeant central. La défaite de décembre empêcha que cette tâche fût menée à bien. Elle resta comme un legs de cette période de cinquante jours. L'idée du conseil s'ancre dans l'intelligence ouvrière, de même que la nécessité préalable de l'irruption révolutionnaire des masses. L'expérience montra que le conseil n'est pas adapté ni possible dans toutes les circonstances. L'organisation du conseil signifie objectivement que l'on crée la possibilité de désorganiser le gouvernement, signifie l'organisation de l'« anarchie », par conséquent la condition nécessaire à un conflit révolutionnaire. Si donc une période de calme plat pour la révolution et de triomphe démesuré de la réaction exclut la possibilité d'un organe des masses déclaré, élu, influent, il n'y a aucun doute que le prochain nouvel assaut de la révolution entraînera partout la constitution de conseils ouvriers. Le conseil ouvrier panrusse, organisé par tout le rassemblement de tous les ouvriers du territoire, prendra en main la direction des organisations locales élues du prolétariat. Bien entendu, l'essentiel n'est pas le nom et les détails des organisations; c'est la tâche qui consiste à diriger de façon démocratiquement centralisée le prolétariat dans la lutte pour faire passer le pouvoir dans les mains du peuple. L'histoire ne se répète pas, et le nouveau conseil n'aura plus à parcourir le cycle des événements de ces cinquante jours, mais de cette période, il pourra tirer un programme d'activité complet. Et ce programme est parfaitement clair :

- coopération révolutionnaire avec l'armée, la paysannerie et les couches plébéiennes de la bourgeoisie urbaine;
- abolition de l'absolutisme; destruction de son organisation matérielle : en partie bouleversement, en partie dissolution immédiate de l'armée, anéantissement de l'appareil policier bureaucratique;
- journée de huit heures;
- armement de la population et, surtout, du prolétariat;
- transformation des administrations en organes d'auto-administration des villes; fondation de conseils de députés paysans comme organes locaux de la révolution agraire;
- organisation des élections à l'Assemblée constituante et campagne électorale sur la base d'un programme déterminé de travaux de la représentation populaire.

Un plan de ce genre est plus facile à formuler qu'à mettre en pratique. Mais, si la révolution doit vaincre, le prolétariat russe sera obligé de suivre précisément ce programme. Il déploiera une activité révolutionnaire comme le monde n'en a encore jamais vu. L'histoire de ces cinquante journées ne sera plus alors qu'une page bien pâle dans le grand livre de la lutte et de la victoire du prolétariat.